

# Opération transparence sur les grands projets de l'Etat

*Mise à jour le 17/11 à 10h50 (correction de la dernière phrase)*

Suite à une requête de *Silicon.fr*, la DSI de l'Etat s'apprête à publier en ligne un tableau de bord des principaux projets informatiques menés par l'administration centrale. Ce dernier donnera trois fois par an une vision de l'avancée des grands projets IT, des retards qu'ils ont parfois pris et des surcoûts éventuels qu'ils engendrent. Un effort de transparence bienvenu par rapport à la situation actuelle, où les dérapages sont souvent identifiés trop tard, au gré de rapports parlementaires ou de coups de canon adressés par la Cour des comptes.

La première mouture de ce tableau de bord, que la Dinsic mettra officiellement en ligne demain, passe au crible 58 projets, représentant un engagement de 2,2 milliards d'euros (dans la version que nous avons pu consulter). 24 d'entre eux affichent un budget supérieur à 20 millions. En moyenne, ces projets durent 6,3 années, un délai que le directeur de la Dinsic, Henri Verdier, avait déjà [jugé trop élevé](#) dans nos colonnes en janvier dernier. Car le tableau de bord que publiera demain la Direction interministérielle du numérique et des systèmes d'information et de communication découle en réalité d'un document que la DSI remettait jusqu'à présent au Premier Ministre. Et à lui seul.

## **« Intense travail interministériel »**

C'est cette base de travail que la Dinsic a complétée, avec l'appui des ministères concernés, et qu'elle s'apprête à publier sous forme d'un mini-site regroupant quelques indicateurs clefs et la liste de projets. Ces informations seront également disponibles en Open Data. « *La création de ce tableau de bord a déclenché un intense travail*, raconte Henri Verdier. *On s'est rendu compte qu'en France, nous n'étions pas encore organisés pour publier un vrai tableau de bord interministériel.* » Le Dinsic précise que ce travail a demandé pas loin de six mois d'efforts pour rationaliser les systèmes de reporting, fluidifier la transmission d'information et arrêter le calendrier de publication.

Pour la direction interministérielle, il s'agit là d'une prolongation des prérogatives qui lui ont été accordées par décret en août 2014, et qui lui donne un [droit de regard sur tous les projets dépassant 9 millions d'euros](#). En parallèle de cette réforme, la Dinsic a bataillé pour imposer une méthode d'analyse de la valeur des projets – donc de leurs coûts – baptisée Mareva 2. C'est cette dernière, au sein de laquelle le coût d'un projet équivaut à l'investissement nécessaire à sa réalisation et à deux années de fonctionnement, qui sous-tend le tableau de bord que publie l'Etat.

## **Relativiser les échecs de Louvois et de l'ONP**

Notons d'ailleurs que celui-ci ne se cantonne pas aux projets de plus de 9 millions d'euros. On retrouve ainsi 12 projets présents dont le coût est inférieur à ce seuil. Y figurent notamment des projets emblématiques de l'action de l'Etat, comme [France Connect](#) (7 millions d'euros au dernier

pointage), un service de gestion des identités qui fait figure de composante de base de la stratégie d'Etat plate-forme portée par la Dinsic. Comme Homere, projet visant à rendre possible le recensement électronique. Ou encore comme les projets de Livret scolaire unique et de Classe connectée (respectivement 2 et 7,8 millions d'euros), visant à suivre les élèves d'un établissement scolaire à l'autre et à donner accès à des ressources pédagogiques depuis les terminaux mobiles. Notons encore que le tableau de bord intègre également les projets à l'étude (ils sont 8 à être signalés « *en cadrage* »). Sur ces derniers, aucun budget, ni date d'aboutissement ne sont, en toute logique, précisées. « *J'espère que d'ici un an, ce seront une centaine de projets qui seront présents* », dit Henri Verdier.

Le panorama global permet de relativiser les échecs cuisants connus récemment par l'informatique de l'Etat, comme l'ONP et Louvois, deux aventures ne figurant pas dans les 58 projets détaillés (le premier ayant été en grande partie stoppé, le second attendant la mise au point de son remplaçant, Source Solde). Au global, le taux de dépassement du calendrier initial s'élève à 39 %, pour un dépassement des budgets de 32 % en moyenne. Des taux finalement assez voisins de ceux qu'on retrouve dans des études de cabinets spécialisés sur les projets informatiques menés dans le privé.

## Sirhen : 22 % du budget global

En réalité, le taux de dépassement moyen résulte des informations que les ministères rendent publiques dans les Projets annuels de performances et masque de grands écarts. Avec toujours des cas qui peuvent légitimement susciter des interrogations. C'est évidemment en premier lieu le cas de Sirhen qui vise à rénover les SIRH (système d'information des ressources humaines) de l'Education Nationale. Alors qu'en 2014, ce projet pharaonique était estimé à 321 millions d'euros (contre 80 au démarrage, en 2007), il frôle désormais les 500 millions d'euros (496,4 millions pour être précis). Et il doit désormais s'étaler sur 14 ans, et non plus 13 comme les estimations de 2014 le prévoyaient encore. A lui seul, Sirhen pèse 22 % des crédits engagés que surveille la Dinsic via son tableau de bord. Rappelons que ce projet, qui n'est pas passé loin d'un arrêt pur et simple, [se poursuit sur de nouvelles bases](#), suite à un audit de la Dinsic.

On peut d'ailleurs étendre l'analyse à tous les projets de back-office. Ensemble, ces projets, qui n'apportent aucun bénéfice direct aux citoyens ou aux partenaires de l'Etat, représentent 1,09 milliard d'euros, soit près de 50 % du périmètre du tableau de bord. Le tout pour une grosse quinzaine de projets seulement. Ce poids des applications back-office dans les dépenses informatiques de l'Etat est particulièrement prononcé dans les RH, un sujet où l'Etat a déjà connu son lot d'échecs (avec les [errements de Louvois](#) et le [nauffrage de l'ONP](#)) et sur lequel il continue à dépenser des centaines de millions d'euros sur des projets au long cours.

*Précision le 17/11 à 11h30* : selon nos informations, la mouture définitive du tableau de bord qui sera mise en ligne demain intégrera 57 projets (et non 58, total figurant dans la version bêta à partir de laquelle cet article a été rédigé). La capture d'écran a été mise à jour pour refléter ce nouveau total.

**A lire aussi :**

[Les entrepreneurs d'intérêt général vont-ils hacker l'État ?](#)

[Le Cloud public de l'Etat entre \(enfin\) en service](#)

[Henri Verdier, Dinsic : « projeter l'Etat dans la modernité numérique »](#)